

G20 : les appels à plus de responsabilité climatique se multiplient

Les sommets internationaux se succèdent, mais la question climatique piétine. Celui du G20 permettra-t-il d'acter le bond attendu par les Nations unies comme par les ONG, notamment dans le domaine des financements ? Réponse ce week-end.



La question climatique figure à l'agenda du sommet du G20 qui se déroule les 9 et 10 septembre à New Delhi.

© Iliya Mitskavets

La question climatique qui n'avait pas pu faire l'objet d'un consensus lors des dernières réunions du G20 Environnement et du G20 Énergie, en juillet, rencontrera-t-elle plus de succès lors du G20 tout court qui se déroulera ce week-end à New Delhi ? Le sujet figure à l'agenda du sommet et les dirigeants des 20 pays les plus puissants du monde ne sont jamais très avares de promesse en la matière. Mais, jusqu'à présent, ces États, à l'origine de 80 % des émissions de CO₂, sont loin de montrer l'exemple.

Oxfam a passé au crible les promesses d'actions climatiques de chacun par le biais de trois méthodes différentes. Cette étude, publiée ce vendredi 8 septembre, montre que leurs émissions de gaz à effet de serre devraient se situer entre 6,7 et 6,9 tonnes par personne en 2030, soit près du double de ce qu'elles devraient être selon le Giec pour éviter les impacts déléterés du changement climatique. Mais ce chiffre grimpe encore, jusqu'à 19,4 tonnes, lorsque la méthodologie intègre la responsabilité historique de ces États dans les dérèglements du climat et leurs capacités à y faire face. Selon ces mêmes critères, la France émettrait encore 12 tonnes de trop par habitant, même en réduisant ses émissions de GES de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990.

Les obligations non tenues des plus riches

À la veille de ce rendez-vous international, nombre d'associations incitent ainsi le G20 à soutenir des mesures draconiennes afin de prévenir l'aggravation des catastrophes climatiques, notamment en acceptant l'abandon rapide de tous les combustibles fossiles. « *On ne peut pas raisonnablement attendre des pays à faibles revenus qu'ils respectent des engagements à cesser d'utiliser des combustibles fossiles si les pays plus riches continuent de ne pas honorer leurs propres promesses et obligations* », souligne par exemple Amnesty International dans un communiqué publié ce vendredi 8 septembre.

Il n'est pas acceptable que des pays s'enfoncent davantage dans l'endettement alors qu'ils sont confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes récurrents auquel ils ont peu contribué

Agnès Callamard, Amnesty International

Les dirigeants des États les plus favorisés peinent par ailleurs à remplir leurs engagements en termes d'aides financières vis-à-vis des plus vulnérables. Selon Oxfam, la contribution française à la solidarité internationale resterait en dessous des 7 milliards de dollars par an, dont 7 % seulement sous forme de dons. La promesse des

pays les plus favorisés de fournir au moins 100 milliards de dollars par an aux plus vulnérables serait en passe d'être atteinte, mais uniquement pour 2023, ce qui reste encore loin du compte. Amnesty International comme Oxfam appellent donc les leaders du G20 à mieux financer la lutte contre le changement climatique par le refinancement du Fonds vert ou par la création du Fonds pour les pertes et dommages, notamment.

Les pays vulnérables encore fragilisés

« *Pour l'instant, il n'y a pas de capital, et quand il y en a, il coûte beaucoup trop cher* », constate Stephen Jackson, le coordinateur résident des Nations unies au Kenya. Pourtant, rappelle-t-il, l'Afrique possède le deuxième poumon de la planète avec la forêt tropicale du Congo, la plus grande quantité de terres agricoles arables et la plus grande dotation naturelle en ressources énergétiques renouvelables. « *Le Kenya, où je travaille, produit déjà 93 % de son électricité à partir de sources vertes* », explique-t-il.

Beaucoup attendent aussi des États du G20, en tant que principaux créanciers, qu'ils allègent ou annulent la dette des pays en situation de surendettement. La mesure pourrait être prise *via* les institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, proches des leaders du G20. Elle s'avère d'autant plus nécessaire que les pays concernés sont de plus en plus nombreux et plus lourdement touchés. Aujourd'hui, ils dépensent davantage pour rembourser leurs créances, en proportion de leur revenu national, qu'ils ne l'ont fait depuis au moins trente ans. En 2021, et pour la première fois depuis la création du G20, le nombre des personnes en situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire vivant avec moins de 2,15 dollars par jour, s'est également amplifié.

Un test pour d'autres échéances à venir

À la crise climatique qui les prive d'un environnement propre, sain et durable, s'ajoute donc celle de la dette qui restreint leur accès à une alimentation, des vêtements et un logement convenables. « *Les droits fondamentaux de milliards de personnes sont menacés. Le coût de l'inaction sera catastrophique* », alerte Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International. « *Il n'est pas acceptable que des pays s'enfoncent davantage dans l'endettement alors qu'ils sont confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes récurrents dus au changement climatique auquel ils ont peu contribué* », insiste l'ONG.

Les annonces à venir du G20 seront scrutées à la loupe puisque la conférence sera suivie, à brève échéance, d'autres rendez-vous internationaux d'importance : la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, le sommet du secrétaire général des Nations unies sur l'ambition climatique, puis la COP 28 de Dubaï, en novembre. Selon les Nations unies, les engagements climatiques actuels de la communauté internationale feront augmenter les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 10,6 % d'ici à 2030 quand elles devraient diminuer d'au moins 45 % pour maintenir le cap de 1,5 °C.



Nadia Gorbatko, journaliste
Rédactrice spécialisée

Publié le 08/09/2023 – Actu Environnement